

Réaction à l'article du 22 mars 2025 publié dans *Vers l'Avenir*, signé Carole Ghiot
Titre : « Carole Ghiot invite les citoyens à rester informés via les canaux officiels »

Nous, membres de *Beauvechain avec Vous* (BàV), souhaitons réagir à cet article qui relaie principalement les actions et propositions de *citoyens1320*.

Il nous paraît important de préciser que *Beauvechain avec Vous* ne partage ni les positions ni les actions de *citoyens1320*. Nous ne sommes associés à aucun de leurs choix, qu'ils soient stratégiques ou éditoriaux. Au-delà de son principal porte-parole, nous ignorons d'ailleurs dans quelle mesure d'autres citoyens sont réellement associés à leurs prises de position. Cela ne signifie pas pour autant que tout ce qui émane de *citoyens1320* doit être rejeté en bloc. Certaines de leurs interventions soulèvent de vraies questions ou mettent en lumière des enjeux pertinents.

Ce que nous voulons surtout rappeler, c'est que la libre expression des citoyens – qu'elle soit structurée ou spontanée – est au cœur de toute démocratie vivante. On ne peut prétendre au débat démocratique en restreignant la légitimité aux seules voix reconnues par les institutions. Collectifs, associations ou simples habitants qui s'expriment en dehors des cadres officiels participent à la richesse du débat, en proposant des points de vue alternatifs, souvent critiques, mais parfois éclairants et constructifs.

C'est à ce titre que le titre de l'article – « *Carole Ghiot invite les citoyens à rester informés via les canaux officiels* » – nous interpelle. Il suggère que seuls les canaux validés par la majorité seraient dignes de confiance. Or, c'est précisément là que s'opère un glissement préoccupant : l'administration communale semble confondue avec la majorité en place, comme si les deux ne faisaient qu'un.

C'est une confusion regrettable. Les moyens publics de communication mis à disposition de l'administration communale devraient avant tout servir l'intérêt général. Cela implique une information équitable, objective, allant au-delà de la simple carte postale et n'élude pas les sujets sensibles ou problématiques.

Or, aujourd'hui, certaines informations cruciales sont tues :

ex Les dysfonctionnements persistants en matière de comptabilité et de finances, par exemple, ne sont jamais évoqués dans les comptes rendus des conseils communaux publiés par la commune.

ex: Aucune communication continue et transparente n'existe sur les pollutions identifiées ces dernières années sur le territoire.

ex: Peu de services ou d'agents communaux publient des rapports d'activité incluant une réelle évaluation – qu'elle soit positive ou critique. Ces manquements, loin d'être anecdotiques, exigent des réponses structurelles.

Parmi les pistes concrètes : les comptes rendus des conseils communaux devraient être rédigés de manière concertée avec l'opposition, pour garantir une lecture fidèle et pluraliste des débats – ou à défaut, chaque groupe politique devrait pouvoir publier sa propre version. De plus, il devient urgent que la majorité *Beauvechain Ensemble* dispose de ses propres

canaux de communication. À ce jour, ni site internet actualisé ni page Facebook officielle identifiable. Cette absence interroge, d'autant plus que sa communication semble transiter quasi exclusivement par les canaux communaux... financés par l'ensemble des citoyens.

Nous avons déjà observé dans le passé des amalgames regrettables, où une voix dissidente se voyait disqualifiée sur la base d'une formulation maladroite ou d'une proposition jugée excessive. L'épisode du projet de rond-point à Hamme-Mille en est un exemple frappant : une suggestion caricaturale (celle de tunnels) avait suffi à écarter toute critique ou proposition alternative sérieuse.

Enfin, nous voulons exprimer notre regret face au peu de considération accordée à la participation citoyenne informelle. Bien sûr, les instances comme la CCATM, la CLDR ou d'autres commissions sont importantes, mais elles ne peuvent être les seuls canaux d'expression légitimes. Les citoyens qui prennent le temps de participer à une enquête publique ou de formuler des suggestions méritent d'être écoutés, même en dehors des cadres institutionnels.

Les collectifs locaux, bien souvent, font preuve de rigueur, de perspicacité, d'investissement. Ils identifient les angles morts, les contradictions, les failles. Ils posent des questions utiles, parfois dérangeantes, mais nécessaires.

En tant que jeunes élus, nous estimons qu'il est de notre responsabilité d'écouter, de rencontrer et d'évaluer ces expressions citoyennes, sans les juger sur la forme ou sur leur provenance, mais en cherchant à comprendre le fond.

Non, les canaux officiels ne sont pas les seuls légitimes. Quand l'information devient un monopole, la démocratie se fragilise. Écoutons aussi les voix critiques, même quand elles dérangent : elles éclairent souvent là où le silence arrange.